

## « Restons vrais »

Je viens de prendre connaissance du communiqué de l'Union pour l'Ostéopathie daté du 23 janvier 2007 et de celui du président de l'UFOF intitulé « **Restons sérieux** ! » sur son édito de février.

Comme cela avait été le cas après la publication du compte-rendu de la réunion de P. Javerliat et E.O. Renard avec Mme Legras le 11 décembre, 2006, nous observons que ces deux syndicats se distinguent ainsi par la célérité de leurs réponses pour rendre public leur opinion sur le bien-fondé de démarches qui ne sont pas issues de leurs propres rangs.

Ces informations reflètent la vision du bureau actuel de ces syndicats et ne devraient, à ce titre, être destinées qu'aux membres qui les ont élus. En rendant public de tels communiqués, ces syndicats s'arrogent de fait le droit de parler au nom de l'ensemble de la profession, ce qui n'est pas le cas, ne serait-ce que si l'on se réfère au nombre de leurs adhérents professionnels, pratiquant l'ostéopathie de façon exclusive. Avoir été reconnu comme syndicat représentatif de la profession en 2003 est une reconnaissance du travail laborieux et continu des bureaux précédents des 5 syndicats concernés.

La défection dans les rangs de certains syndicats aurait dû être analysée de façon plus appropriée par leurs bureaux actuels, ne serait-ce que par respect du travail accompli par leurs prédécesseurs comme mentionné auparavant. Les bureaux actuels de l'UFOF et du SFDO en sont aujourd'hui à réfléchir à une fusion de leurs syndicats pour faire face à la diminution de leurs membres, et même, la création d'une catégorie de « membres étudiants », opportuniste à plus d'un titre pour des syndicats revendiquant aussi vigoureusement la représentation de la profession ostéopathe, n'a pu la juguler.

En restant ainsi factuel, nous ne pouvons qu'observer un déficit de méthode et plus encore de résultats pour des syndicats qui prônent l'union des instances ostéopathiques et savent très bien communiquer dessus. Ce sont les mêmes qui, paradoxalement, souffrent d'un déficit de membres. Nous ne pouvons cependant nous résoudre à croire que les ostéopathes ne souhaitent pas l'union. Cependant l'ensemble des professionnels récusera les bureaux des organisations qui jettent l'anathème et le discrédit sur ceux qui conjointement et sérieusement accomplissent les actions dans l'intérêt de tous. Nous en avons une preuve supplémentaire sur le choix du cabinet d'avocats pour le Conseil d'Etat. La procédure est déjà engagée depuis le 4 janvier or, ils voudraient imposer un nouveau cabinet ; si ce n'est pas le leur, il n'y aura pas d'union. A ce jour, seul le mémoire AFO-SNOF-CEESO-ROF-UNEO a été enregistré au Conseil d'Etat.

Cette récusation de la part du SFDO-UFOF a pu se faire de façon vigoureuse et publique, au travers de communiqués ou de prises de position lors d'assemblées. La majorité de leurs adhérents a préféré la méthode plus simple de ne pas renouveler sa cotisation pour ne pas cautionner cette politique de discrédit. A contrario, il serait intéressant de comparer les effectifs des autres syndicats et associations qui, ne partageant les mêmes options sur les actions à mener, travaillent tout autant pour l'avancée de la régulation de la profession d'ostéopathe par les Pouvoirs Publics.

Des esprits logiques seraient alors en droit de se demander ce qui a valu à certains syndicats de voir leurs rangs gonfler alors que d'autres en sont à fusionner.

Nous avons la prétention de croire que les ostéopathes, par leurs cotisations, cautionnent l'action ainsi que les évolutions concrètes plutôt que les effets de manche.

A ce titre, le communiqué « **Restons sérieux !** » expose ainsi à la profession la vertigineuse vacuité de leurs actions. Au simple prétexte que la majorité politique actuelle n'était pas favorable à nos revendications, il aurait fallu espérer, tous les 5 ans, qu'elle change afin de pouvoir être écoutés ? Quelle profession oserait se doter d'un président de syndicat aussi incompetent ? Comment peut-on sérieusement et officiellement prôner l'inaction alors que, depuis la Loi, le nombre de professionnels et d'étudiants a cru de façon exponentielle ? Il devient dès lors compréhensible que les actions menées, quelles qu'elles soient, par les différentes instances ostéopathiques, quelles qu'elles soient, aient été aussi vigoureusement combattues au nom de l'inaction et de l'incompétence. Sur ce laps de temps écoulé, il n'est en effet que peu de crédit à donner aux actions concrètes menées. Pour être réglementée, une profession ne peut se contenter uniquement de bulletins de papier glacé évoquant des « contacts politiques », « lobbying discret », « action officieuse » agrémentés de quelques photos avec des représentants politiques. Nous méritons mieux que cela, nous méritons des actions concrètes.

On ne peut bâtir une profession sur une vision aussi partielle de la réalité, on ne peut bâtir une profession sur une vision aussi peu respectueuse de l'autre, on ne peut bâtir une profession avec des représentants maniant aussi féroce le mensonge.

Les associations d'ostéopathes se sont réunies le 17 janvier dernier et avaient convenu, ensemble, des différentes actions à mener, dont une manifestation nationale à tenir sous peu. L'UFOF et le SFDO pourtant signataires sont désormais « circonspects » sur l'opportunité de cette action. Nous nous interrogeons ainsi sur ceux qui déforment la réalité à leur avantage, s'agit-il du couple SFDO-UFOF du 17 janvier ou bien du couple SFDO-UFOF du 12 février ?

Ces communiqués contradictoires étant rendus publics, l'ensemble de la profession devrait s'interroger sur les capacités intellectuelles et morales de ces représentants à conduire efficacement et honnêtement les rênes de notre destinée commune. La question de savoir ce qui motive de telles actions devrait également se poser mais, si l'on reste encore factuel, il ne peut s'agir de l'intérêt commun de la profession ostéopathe.

Si le recours déposé au Conseil d'Etat par AFO-SNOF-CEESO-ROF n'était pas dénué de risques, il a montré aux Pouvoirs Publics que les ostéopathes n'étaient pas représentés que par des salonnards qui, associant « humilité », « écoute », « dialogue », « respect », etc. se contenteraient de ce qu'ils ont, sans jamais oser demander ce à quoi nous avons droit. N'en déplaise à certains, l'ostéopathie est un fait sociétal et les Pouvoirs Publics sont là pour l'encadrer et le réguler, ils ne pourront le faire disparaître. La profession ostéopathe a pour cela besoin de représentants pugnaces et efficaces, certainement pas de bénis oui-oui.

Rendre leurs confrères responsables de la situation actuelle à cause de leurs actions, tout en ayant prôné l'inaction et en l'ayant aussi vigoureusement soutenue, est une gageure que les présidents du SFDO et de l'UFOF ont pourtant brillamment réussie.

## **Edouard-Olivier RENARD**

Ostéopathe DO MROF  
Ingénieur en biomécanique  
Chargé de cours à la Faculté de Médecine Paris V  
Membre du World Organization Health of Osteopathy  
Membre de l'American Academy of Osteopathy  
Directeur Général des écoles CEESO